

Entreprises magazine



Numéro 131 – Mai-Juin 2025 – 9 EUR



Innovation
Dossier pages 22-56



BECOME A M[AI]KER

Lancez-vous dès maintenant et bénéficiez d'une prise en charge de **50%** sur vos frais de consultance pour accélérer l'intégration de l'IA.

Plus d'infos



www.fit4ai.lu



LUXINNOVATION

#MakingInnovationHappen



Photo-CCostello77/Shutterstock

News

4 Brèves

Carte blanche

13 *Rule of law versus Rule of power*

Formation tout au long de la vie

14 Une offre de formation diversifiée et digitalisée

Entreprendre au féminin

16 Florencia Ferraro : « *Je souhaite proposer des créations qui ont un impact positif sur la vie des gens* »

Dossier Innovation

- 22 Le Luxembourg continue de soutenir l'innovation
- 24 Luxinnovation, facilitateur et catalyseur d'innovation
- 25 Innover ensemble : pourquoi les entreprises luxembourgeoises devraient collaborer avec la recherche publique
- 26 Les SME Packages, les alliés des petites et moyennes entreprises
- 28 Facturation électronique/Peppol : y êtes-vous préparés ? Bientôt, vous n'aurez plus le choix
- 30 La CNPD veille à la protection des données tout en soutenant l'innovation
- 32 ParLuxite : un lieu unique et novateur
- 34 INFLOW – Une nouvelle identité pour les Services Logistiques de POST Luxembourg
- 36 Le Luxembourg en carence de R&D
- 38 Comment le Luxembourg se positionne-t-il en termes d'aides à la R&D ?
- 40 Start-up : le Luxembourg passe à l'offensive
- 42 Comblent le retard technologique...
- 44 Souveraineté numérique : l'Europe à l'heure des choix
- 46 Pôle de cybersécurité d'IDELUX – Une *cyber valley* au cœur de la Wallonie
- 48 Défense et intelligence artificielle : des mesures pour booster l'industrie et l'innovation à l'échelle européenne
- 50 L'innovation numérique dans le domaine de la santé : les recommandations européennes pour avancer
- 52 Apprivoiser l'IA pour mieux innover
- 54 L'IA au service d'un développement durable plus rapide
- 56 La révolution blockchain... prend son temps

Bon à savoir

- 58 Équilibre femmes-hommes au sein des CA des sociétés cotées au Luxembourg – Fixation d'un objectif quantitatif

À nos frontières

- 59 Coopération renforcée

Sous le soleil d'Aix-en-Provence

- 60 Redécouvrir un enfant terrible de l'art pictural

Auto

- 62 Audi A6 Avant : force tranquille pour voyage haut de gamme

Étapes gourmandes

- 65 Invitation aux saveurs marines et aux délices brésiliens

66 Beauty case

68 Livres

70 Musique

Editeur / Régie publicitaire /

Media & Advertising S.à r.l.
223, rue de Cessange • L-1321 Luxembourg
Tél : (352) 40 84 69 • Fax : (352) 48 20 78

Directeur de la publication /

Rédacteur en chef /
Isabelle Couset
E-mail : icouset@yahoo.com

Rédaction /

Isabelle Couset, Sébastien Lambotte,
Michel Nivoix, Michaël Peiffer

Merci à toutes les personnes qui ont contribué à la rédaction de ce numéro :

Marc Hostert, INFPC, Luxinnovation, FNR, Chambre de Commerce/ House of Entrepreneurship, Françoise Jacquet, CNPD, INFLOW, Jean-Baptiste Nivet, Martine Borderies, Michaël Duval, IDELUX, Représentation de la Commission européenne au Luxembourg, Vanessa Müller, Ajay Bali, M^e Céline Lelièvre et Danièle Henky

Mise en page / Sylvie Marcotte, Magali Roesler / Imprimerie Schlimé

Impression / Imprimerie Schlimé

Parution bimestrielle

Abonnements

1 an – 6 numéros : 46 EUR

2 ans – 12 numéros : 82 EUR

Media & Advertising S.à r.l. collecte et traite, en qualité de responsable de traitement, vos données personnelles conformément aux lois et règlements en vigueur. Vous disposez d'un droit d'accès à vos données personnelles, et dans la mesure prévue par la réglementation applicable, d'un droit de rectification, d'un droit d'opposition, du droit de demander l'effacement de tout ou partie des données ou une limitation du traitement, de porter plainte auprès de la CNPD. Pour exercer ces droits ou en savoir plus, contactez icouset@yahoo.com.

 LUXORR

© 2025 – Media & Advertising S.à r.l.
– Toute reproduction est interdite.

Tous droits réservés. Des reproductions peuvent être autorisées en ligne par luxorr (Luxembourg Organisation For Reproduction Rights) – www.luxorr.lu.

EXPOSITION UNIVERSELLE 2025 À OSAKA

LA CHAMBRE DE COMMERCE A PRÉSENTÉ SON PROGRAMME ÉCONOMIQUE



Le Pavillon luxembourgeois.

Photo-GIE Luxembourg @ Expo 2025 Osaka

En février dernier, la **Chambre de Commerce** a présenté **son programme économique dans le cadre de l'Exposition Universelle 2025 à Osaka**. En tant que partenaire du GIE Luxembourg@Expo2025Osaka, elle organisera 3 missions économiques destinées à ses ressortissants dont le but est d'offrir de multiples opportunités pour mettre en valeur l'économie luxembourgeoise, notamment dans des domaines-clés pour le Japon, tels que la digitalisation, l'exploration spatiale et le HealthTech. Les entreprises luxembourgeoises auront ainsi l'opportunité d'y établir des contacts stratégiques, qualitatifs, durables et d'attirer des investissements directs.

Organisées par la Chambre de Commerce, en étroite collaboration avec le ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, l'Ambassade du Luxembourg au Japon, ainsi que le Luxembourg Trade and Investment Office à Tokyo, les 3 missions vont porter sur : la **1^{ère} mission (24-31 mai)** couvrira différents secteurs économiques et sera marquée par une **Journée Luxembourgeoise (30 mai)** au cours de laquelle les participants pourront notamment explorer le pavillon national au sein du site de l'Exposition universelle ; la **2^e mission (12-18 juillet)** sera axée sur le secteur spatial ; et la **3^e mission (14-19 juillet)** sera dédiée à plusieurs secteurs tels que les technologies de l'information et de la communication, la FinTech, la robotique, la santé et l'intelligence artificielle. Toutes les missions comprendront des visites d'entreprises, des visites guidées du site de l'Exposition universelle, des rencontres avec des prospects, ainsi que des réceptions de réseautage à Osaka et à Tokyo, capitale économique du Japon.

Pour la 25^e fois depuis 1851, le Grand-Duché de Luxembourg participe à l'Expo-

sition universelle avec son pavillon. Cette présence constitue une opportunité inédite de présenter à 28 millions de visiteurs, représentant 161 pays et 25 organisations internationales, la manière dont le Luxembourg a su se réinventer et les retombées positives pour ses partenaires.

Informations sur le programme économique : https://www.cc.lu/agenda/gointernational/detail/official-mission-to-japan-2025-tm1?tx_ccagenda_agenda%5Bmonth%5D=2025-06&cHash=3dff78c8ebca901378544c7da4f32f99

E-mail : osaka2025@cc.lu

UNION DES COMPÉTENCES POUR TOUS LES CITOYENS

Initiative-clé des 100 premiers jours de la **nouvelle Commission, l'Union des compétences** a pour ambition d'assurer des niveaux de compétences de base plus élevés ; d'offrir aux adultes des possibilités de perfectionnement et de reconversion professionnels tout au long de leur vie ; de faciliter le recrutement par les entreprises dans l'ensemble de l'UE ; d'attirer et retenir les talents dont l'économie européenne a besoin ; et de disposer d'une solide base de gouvernance, en s'appuyant sur le nouveau comité européen de haut niveau sur les compétences.

La Commission propose un certain nombre de **nouveaux objectifs d'ici à 2030** : la part des résultats insuffisants en lecture, en mathématiques, en sciences et en compétences numériques devrait être inférieure à 15%, tandis que la part des meilleurs résultats devrait être d'au moins 15% ; la part des étudiants inscrits dans les domaines des STEM dans l'EPF de niveau moyen initial devrait être d'au moins 45%, avec au moins 25% d'étudiantes ; la proportion d'étudiants inscrits dans les domaines des STEM dans l'enseignement supérieur devrait être d'au moins 32%, avec au moins 2 étudiantes sur 5.

Dans notre société en constante évolution, le développement de nouvelles compétences devrait être un élément récurrent et essentiel de la vie professionnelle. La Commission va développer un **projet pilote de garantie des compétences** qui offrira aux travailleurs impliqués dans des processus de restructuration, ou menacés de chômage, la possibilité de développer leur car-

rière dans une autre entreprise ou un autre secteur.

Afin d'offrir davantage de perspectives aux travailleurs et aux entreprises, une **initiative sur la transférabilité des compétences facilitera la reconnaissance et l'acceptation des compétences et des qualifications dans l'ensemble de l'UE**, quel que soit le lieu où elles ont été acquises. L'initiative encouragera l'utilisation de titres numériques.

<https://education.ec.europa.eu/document/stem-education-strategic-plan>

FONDS DE FORMATION SECTORIEL POUR L'INTÉRIM (FSI) UN CODE DE CONDUITE RGPD SECTORIEL

Le **Fonds de formation Sectoriel pour l'Intérim (FSI)**, avec le soutien de la Commission nationale pour la protection des données (CNPD) et de FEDIL Employment Services (FES), ont publié un **Code de Conduite RGPD sectoriel** au Luxembourg. Celui-ci vise à offrir un cadre clair et structuré aux entreprises de travail intérimaire, en tenant compte des spécificités de la relation tripartite propre au secteur.

Son élaboration a été le fruit d'un travail approfondi, mené en concertation avec les acteurs du secteur et avec le concours de la CNPD qui, en sa qualité d'autorité de contrôle, a approuvé ce Code de conduite. Il a pour ambition de renforcer la transparence et la sécurité des traitements de données personnelles, tout en facilitant la mise en conformité des entreprises par rapport aux exigences du RGPD.

www.fsi.lu

NAISSANCE DE LA CONFÉDÉRATION EUROPÉENNE DES FRONTALIERS

Face aux enjeux majeurs qui impactent les travailleurs frontaliers, les associations **l'Amicale des Frontaliers, l'Association d'Aide aux Frontaliers, l'Association des Frontaliers Au Luxembourg et Frontaliers Luxembourg ASBL**, couvrant un territoire allant de Luxembourg à Genève et comptant quelque 500.000 travailleurs frontaliers, se sont associées et ont annoncé la **création de la Confédération Européenne des Frontaliers (C.E.F.)**.

Objectif : par la coopération, la concertation et la coordination, ces associations étendront de façon structurée leurs capacités d'action pour défendre les travailleurs frontaliers aux niveaux nationaux et européen. Ses premiers enjeux portent sur l'indemnisation du chômage au niveau national et européen ; les cotisations CSG/CRDS des poly-pensionnés ; et le télétravail.

Le 24 mars dernier, suite au décret du gouvernement français⁽¹⁾ relatif aux éléments constitutifs de l'offre raisonnable d'emploi impactant les indemnités de chômage des travailleurs frontaliers, la Confédération Européenne des Frontaliers a décidé la **création d'une cellule juridique** assurant la coordination de la défense des travailleurs frontaliers. Elle invite les personnes licenciées et soumises à l'application du nouveau décret à contacter l'une des associations membre de la Confédération Européenne des Frontaliers⁽²⁾ ; **d'interpeller le ministre du Travail, les parlementaires nationaux et européens** quant aux actions réellement initiées, visant la révision du règlement européen 883/2004 et l'établissement d'accords bilatéraux avec les pays voisins, dans le cadre du financement des indemnités de chômage des travailleurs frontaliers, tels que proposés par le Sénat français⁽³⁾ ; **d'interroger les mandataires locaux et régionaux** quant à l'impact de ce décret sur l'attractivité économique de leur commune, de leur région. Un décret qui institutionnalise un différentiel entre résidents français sur la base de leur lieu de domiciliation.

⁽¹⁾ Décret n° 2025-252 du 20 mars 2025. Art. 1^{er} – L'article R. 5411-15-1 du Code du travail est complété par un alinéa ainsi rédigé : « Pour la détermination de ces éléments, la zone géographique privilégiée est délimitée au sein du territoire national et le salaire attendu est défini en cohérence avec le salaire normalement pratiqué pour l'emploi ou les emplois recherchés dans cette zone, compte tenu, le cas échéant, de l'expérience du demandeur d'emploi ».

⁽²⁾ Les membres de la Confédération Européenne des Frontaliers couvrent un territoire allant de Luxembourg à Genève et correspondant à près d'1/2 million de résidents français.

⁽³⁾ Résolution européenne visant à limiter la charge financière liée aux prestations de chômage versées aux demandeurs d'emploi frontaliers.

Proposition n° 151 du Sénat français du 18 novembre 2024.

Résolution n° 36 du Sénat français du 17 janvier 2025.

www.amicale-frontaliers.org
www.adf68.com
<https://lesflux.eu>

RENFORCER LA COOPÉRATION TRANSFRONTALIÈRE ENTRE LE GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG ET LA WALLONIE



Le 18 mars dernier, près de 100 participants, représentant plus de 70 autorités locales/régionales/nationales, porteurs de projets et acteurs de la coopération transfrontalière, se sont réunis à Eischen (commune de Habscht, G-D-L) pour l'événement *Zones Fonctionnelles Transfrontalières (ZFT) Luxembourg-Wallonie : le nouvel élan européen pour coopérer, développer et unir nos territoires*. Cette rencontre stratégique a été l'occasion de débattre des enjeux, des opportunités et de l'avenir de la coopération transfrontalière, ainsi que de mettre en lumière les premiers projets approuvés.

Les ZFT Luxembourg-Wallonie Nord et Sud ont été officiellement lancées le 11 mars 2024, dans le cadre de la programmation 2021-2027 d'Interreg Grande Région, et sont soutenues par la Commission européenne. Elles visent à renforcer le développement local intégré et à relever des défis multithématiques à travers des actions locales et transfrontalières, financées par des fonds européens.

Pour débiter la matinée, la **Structure de gestion⁽¹⁾ des ZFT Luxembourg-Wallonie** a présenté la dynamique territoriale initiée : près d'une centaine d'acteurs ont été mobilisés et pas moins de 30 idées de projets concrets ont été discutées et accompagnées.

Jeff Gangler, bourgmestre de Boulaide, et **Vincent Magnus**, bourgmestre d'Arlon, ont partagé leur expérience au sein des comités décisionnels⁽²⁾, soulignant

l'importance de pérenniser les zones fonctionnelles, un dispositif qui favorise l'émergence de partenariats locaux et qui soutient des projets structurants pour le territoire. Cette dynamique a été illustrée par la présentation des chefs de file des 5 projets déjà approuvés, qui ont exposé les objectifs et actions de leurs projets respectifs.

Enfin, une table ronde sur l'avenir de la coopération transfrontalière a réuni le ministre-président de la Wallonie, **Adrien Dolimont**, le ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire du Grand-Duché de Luxembourg, **Claude Meisch**, un représentant de la Commission européenne, **Jean-Pierre Halkin**, et le président d'IDELUX Développement, **Elie Deblire**. Le rôle des ZFT dans les stratégies européennes, nationales et régionales a été abordé, ainsi que la vision future de ce dispositif.

Serge Hoffmann, bourgmestre de Habscht et hôte du jour, a clôturé l'événement.

Depuis l'ouverture des 2 appels à projets le 13 mai 2024, 12 projets ont été soumis. 5 ont été déposés en juillet 2024, lesquels ont été approuvés⁽³⁾ par les comités décisionnels en fin d'année et sont les suivants : **Barnich-Kleinbettingen (ZFT Sud)** : création d'une liaison cyclo-piétonne entre l'école de Barnich-Sterpenich et la gare de Kleinbettingen ; **DSENS - Discovery SenStory (ZFT Nord)** : valorisation touristique de la thématique de l'expérimentation sensorielle ; **PTE (ZFT Sud)** : création d'un pont transfrontalier au-dessus de l'Eisch et liaison entre les réseaux cyclables belgo-luxembourgeois ; **Voies d'Eau-trefois (ZFT Nord)** : valorisation touristique de l'artisanat et de l'industrie d'hier, liés à l'eau ; et **WALUX-SANTE (ZFT Nord)** : coopération transfrontalière en santé dans l'espace frontalière rural Wallonie-Luxembourg.

7 autres projets ont été déposés en février dernier (3 pour la ZFT Sud et 4 pour la ZFT Nord). Ils couvrent des thématiques variées, telles que la mobilité, la santé, le cycle de l'eau, la biodiversité, l'économie. Actuellement en cours d'instruction, ces projets seront soumis pour analyse et décision aux comités décisionnels, le 22 mai pour la ZFT Nord et le 3 juin pour la ZFT Sud.

Avant cette dernière salve de dépôt, 60% de l'enveloppe FEDER disponible au Nord et 35% disponible au Sud ont été

consommés. À ce stade, sous réserve de l'instruction des projets en cours, il reste des opportunités de dépôt de projet uniquement pour la ZFT Sud (de l'ordre de 700.000 EUR, FEDER).

Au terme de cette 2^e phase de dépôt, l'enveloppe FEDER dédiée à chaque zone est presque entièrement utilisée, ce qui témoigne du besoin réel et de la volonté collective de construire ensemble une dynamique territoriale forte à travers des projets porteurs.

E-mail : zft-luxwal@idelux.be

⁽¹⁾ Organe technique qui assure la coordination et la gestion des zones fonctionnelles. Pour les ZFT Luxembourg-Wallonie, la mission a été attribuée au Service Stratégie territoriale d'IDELUX Développement.

⁽²⁾ Organe politique qui statue. Un comité décisionnel est mis en place par ZFT. Chacun est composé de 10 membres (4 représentants de communes luxembourgeoises, 4 représentants de communes wallonnes, 1 représentant de l'État luxembourgeois et 1 représentant du gouvernement wallon).

⁽³⁾ Le projet Barnich-Kleinbettingen est le seul projet qui n'était pas encore approuvé définitivement à la date de l'événement.

PAQUET OMNIBUS : IRRÉSponsABLE SELON INITIATIVE POUR UN DEVOIR DE VIGILANCE



Photo-IDV

En février dernier, la commissaire européenne a annoncé le très attendu **paquet Omnibus** sur la durabilité, une initiative de déréglementation majeure visant la directive sur le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité (CSDDD), la directive sur le reporting de durabilité des entreprises (CSRD) et le règlement sur la taxonomie.

Malgré les avertissements de la société civile, dont **Initiative pour un devoir de vigilance (IDV)**, ainsi que l'opposition d'entreprises et d'investisseurs, la Commission européenne a persisté dans son

projet de revenir sur des éléments fondamentaux de ces législations conçues pour lutter contre le changement climatique et les abus des entreprises.

Selon le communiqué de presse d'IDV, le projet Omnibus s'attaque aux bases même de la CSDDD en lui retirant des instruments-clés. Les obligations de diligence raisonnable sont ainsi vidées de leur substance et transformées en un exercice bureaucratique sans réelle application. La proposition restreint sévèrement le devoir de vigilance en se focalisant sur les seuls partenaires commerciaux directs (*first tier*) et en excluant les entreprises de moins de 500 employés. Or, les violations les plus graves des droits humains et de l'environnement se produisent souvent plus loin dans la chaîne d'approvisionnement.

De plus, les entreprises ne seraient plus tenues de rompre leurs relations avec des partenaires commerciaux même en cas d'abus avérés, et elles ne devront contrôler l'efficacité de leurs politiques de diligence raisonnable que deux fois par décennie, contre une fois par an actuellement.

La proposition abandonne l'obligation de mise en œuvre de plans de transition climatique, permettant aux entreprises de contourner toute forme de contrôle après l'adoption de ces plans. Par ailleurs, les mécanismes d'application cruciaux qui rendaient la CSDDD efficace sont éliminés, restreignant considérablement le droit des victimes à accéder à la justice et perpétuant un patchwork incohérent de règles de responsabilité dans l'UE.

L'exigence fondamentale pour tous les États membres de garantir la responsabilité civile en cas de manquement à la diligence raisonnable a été supprimée, tout comme le droit des victimes à être représentées par des ONG, des syndicats ou des institutions nationales des droits de l'homme lorsqu'elles n'ont pas les moyens d'avoir accès à la justice.

En mars dernier, l'Initiative pour un devoir de vigilance (qui représente 15 organisations de la société civile), la Chambre des salariés Luxembourg, ada et l'Ombudsmann fir Kanner a Jugendlecher ont signé un appel urgent contre cette proposition de la Commission européenne, afin d'alerter sur le risque de « *compromettre non seulement l'engagement de l'UE en faveur de ses ambitions écologiques et de la protection des droits humains, mais aussi sa crédibilité en tant que législateur fiable.* »

Au total, plus de 360 organisations de la société civile dans 50 pays, à travers l'Europe, des États-Unis et du Sud global, exhortent le Conseil de l'UE et le Parlement européen à veiller, lors des prochaines négociations législatives, à ce que la proposition Omnibus soit révisée. Elles demandent expressément le rejet de tout amendement qui affaiblirait la CSDDD en matière de droits humains, de climat et d'environnement.

Le gouvernement luxembourgeois, en tant que membre du Conseil de l'UE, ainsi que les eurodéputés luxembourgeois doivent assumer leurs responsabilités pour éviter de « *réduire à néant l'objectif principal* » de la CSDDD, une dérive qui pourrait « *considérablement restreindre l'accès des victimes à la justice* » en cas de violations graves de leurs droits fondamentaux.

www.initiative-devoirdevigilance.org

COMMISSION EUROPÉENNE UNE FEUILLE DE ROUTE POUR LES DROITS DES FEMMES

L'Union européenne abrite certaines des sociétés les plus égalitaires au monde en matière d'égalité entre les genres, ce qui en fait une référence mondiale. La **Feuille de route** s'appuie sur les progrès significatifs accomplis dans le cadre de la Stratégie en faveur de l'égalité entre les genres 2020-2025. Au cours des 5 dernières années, l'UE a accompli des progrès historiques en ce qui concerne les règles relatives à la transparence des rémunérations, à l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée pour l'égalité des responsabilités familiales, à l'équilibre hommes-femmes au sein des conseils d'administration des entreprises et à la lutte contre la violence à l'égard des femmes.

Avec cette Feuille de route, la **Commission** réaffirme et renforce son engagement en faveur de l'autonomisation des femmes et des filles, et de la pleine réalisation d'une société égalitaire en Europe et dans le monde.

Si l'UE a adopté un certain nombre d'initiatives décisives, les progrès vers l'égalité entre les hommes et les femmes restent lents et inégaux, comme le souligne le rapport de 2025 sur l'égalité entre les genres. Les écarts en matière d'emploi et de rémunération se réduisent len-

tement dans l'UE, et la violence à l'égard des femmes, les normes discriminatoires et les stéréotypes persistent. Les femmes sont surreprésentées dans les postes moins bien rémunérés et sous-représentées dans les fonctions décisionnelles.

La Feuille de route vise à lutter contre les normes discriminatoires structurelles dans nos sociétés, en vue d'atteindre : **l'absence de violence fondée sur le genre**, y compris en prévenant et en combattant toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles, telles que les violences sexuelles fondées sur le manque de consentement, et en garantissant un soutien et une protection aux victimes de violence ; **des normes plus élevées en matière de santé**, en soutenant et en complétant les actions des États membres en ce qui concerne l'accès des femmes à la santé et aux droits sexuels et reproductifs, dans le plein respect des traités, et en promouvant la recherche médicale, les essais cliniques, les diagnostics et les traitements tenant compte de la dimension de genre ; **l'égalité de rémunération et l'autonomisation économique**, par exemple en comblant les écarts de rémunération et l'écart de pension entre les hommes et les femmes, en promouvant l'éducation financière des femmes et des filles, et en luttant contre la sous-évaluation des emplois occupés par les femmes ; **l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée et les soins**, notamment en promouvant le partage égal des responsabilités familiales entre les femmes et les hommes, et en encourageant les investissements dans le secteur des soins de longue durée afin de garantir des emplois de qualité dans ce domaine ; **l'égalité des chances en matière d'emploi et des conditions de travail adéquates**, notamment en éliminant l'écart entre les hommes et les femmes en matière d'emploi, en éliminant le harcèlement sexuel dans le monde du travail et en garantissant des emplois de qualité et des perspectives de carrière égales ; **une éducation inclusive et de qualité**, par exemple en promouvant une perspective équilibrée entre les hommes et les femmes à tous les niveaux d'éducation, en encourageant les filles et les femmes à s'engager dans les secteurs des STEM et en encourageant les garçons et les hommes à s'engager dans les secteurs de l'éducation, de la santé et du bien-être ; **la participation politique et l'égalité de représentation**,

notamment en promouvant une représentation équilibrée entre les hommes et les femmes dans tous les domaines et à tous les niveaux de la vie publique et politique, en garantissant la sécurité des femmes dans la vie publique et en luttant contre le sexisme ; et **des mécanismes institutionnels qui mettent en œuvre les droits des femmes**, notamment en mettant en place des infrastructures institutionnelles spécialisées pour l'égalité entre les femmes et les hommes et l'intégration de la dimension de genre, ainsi qu'un financement durable des politiques en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes et des organisations de défense des droits des femmes.

Bien que les rapports constatent des progrès importants dans la législation en 2024 avec l'adoption de la toute première directive sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes, les engagements pris dans le cadre de la déclaration de Pékin restent à concrétiser. Selon l'indice d'égalité de genre 2024 de l'Institut européen pour l'égalité entre les genres (EIGE), l'avancement de l'égalité entre les genres dans l'UE a atteint 71 points sur 100 en 2024.

https://commission.europa.eu/document/0c3fe55d-9e4f-4377-9d14-93d03398b434_en

https://commission.europa.eu/document/055fdbab-5786-425e-a072-652bf53d8fe4_en

https://commission.europa.eu/strategy-and-policy/policies/justice-and-fundamental-rights/gender-equality/gender-equality-strategy_en

PHICAP GROUP

ACQUISITION DE TREEX

PHICAP GROUP, spécialisé dans la gestion immobilière en Belgique, avec des activités en France et au Luxembourg, a acquis la société **Treex**.

Fondée en 2013, Treex est un bureau de conseil indépendant spécialisé dans les audits techniques de bâtiments, les *due diligences* immobilières, les rapports ESG et les évaluations de coûts de reconstruction. Treex conserve son nom et son identité tout en devenant un département spécialisé au sein de PHICAP GROUP.

Cette opération renforce le positionnement stratégique de PHICAP GROUP, qui s'est implanté récemment sur le marché luxembourgeois, et de son offre de services.

<https://phicap.eu>
<https://treex.be>

EFG

PRÉVISIONS POUR 2025

Selon **EFG**, la croissance économique devrait rester solide en 2025 malgré une série de vents contraires qui pourraient générer des incertitudes sur les marchés.

Voici les 10 thèmes principaux envisagés par EFG pour cette année : l'économie mondiale reste résistante malgré les vents contraires. Les perturbations commerciales, les problèmes persistants de l'économie chinoise, la dette et les déficits publics élevés pourraient affecter la croissance au cours du premier semestre de l'année. Le groupe des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud, Iran, Égypte, Émirats Arabes Unis, Indonésie et Éthiopie) gagne en importance, et ces nations apporteront une contribution plus importante à la croissance mondiale cette année. L'accent politique passera de l'inflation à l'emploi, la création d'emplois devenant une priorité pour de nombreux pays. Les déficits budgétaires des gouvernements resteront un problème, mais les niveaux élevés d'endettement ne conduiront pas systématiquement à des politiques d'austérité. Les progrès de l'intelligence artificielle se poursuivent et les infrastructures devront se développer et s'adapter à cette demande. L'énergie nucléaire fera un retour en force face aux énormes besoins énergétiques des pays. Les bénéfices des entreprises devraient encore augmenter, les marchés tablant sur une croissance de 10% en 2025. La concentration de la capitalisation du marché parmi les actions américaines pourrait devenir un danger relatif. Les dépenses discrétionnaires des consommateurs devraient rester saines, grâce à l'augmentation des salaires, aux tendances positives du marché de l'emploi, à l'épargne accumulée et à la baisse des taux d'intérêt. Des opportunités se présenteront sur les marchés des titres à revenu fixe en raison de l'augmentation des taux d'intérêt.

<https://www.efginternational.com/fr/us/about/locations/luxembourg.html>

DEEP ET OVHcloud MISE EN ŒUVRE D'UN CLOUD SOUVERAIN



De g. à dr. : **Benjamin Revcolevschi** (directeur général, OVHcloud) et **Claude Strasser** (directeur général, POST Luxembourg).

Photo-POST Luxembourg/Anthony Dehez

Le 31 mars dernier, **DEEP by POST** et **OVHcloud** ont officiellement signé un **partenariat stratégique pour la mise en œuvre d'un cloud souverain au Luxembourg**.

S'appuyant sur les solutions d'OVHcloud, DEEP proposera à ses clients une offre cloud répondant aux critères les plus élevés en matière de protection des données et de sécurité, spécialement adaptée au marché luxembourgeois, avec un **lancement commercial prévu avant la fin de l'année 2025**.

Le cloud souverain DEEP s'appuiera sur la solution On-Prem Cloud Platform (OPCP) d'OVHcloud : une plateforme cloud intégrée (matérielle et logicielle) qui sera, en mode déconnecté, hébergée et opérée de façon autonome par DEEP dans ses propres centres de données certifiés Tier IV situés au Luxembourg. Les services cloud permettront aux entreprises et organisations luxembourgeoises d'héberger leurs données, notamment les plus sensibles et critiques, sur une infrastructure dotée d'une puissance de calcul adaptée à de multiples besoins, du stockage de données et d'applications métiers jusqu'aux usages de l'intelligence artificielle. En plus du stockage sécurisé et déconnecté, un éventail d'applications souveraines sera mis à disposition des clients, offrant une variété d'outils et de services développés par des partenaires européens. Ces applications permettront de traiter, exploiter et transformer les données, tout en garantissant la conformité aux normes de sécurité et de protection des données.

Le cloud souverain complétera les offres existantes de cloud privé et cloud public proposées par DEEP.

www.deep.eu
<https://corporate.ovhcloud.com>

PROXIMUS NXT UN PARTENARIAT AVEC WECAN GROUP POUR LE DÉPLOIEMENT DE WECAN COMPLY



De g. à dr. : **Vincent Pignon** (fondateur et Chairman du Board, WeCan Group) et **Gérard Hoffmann** (CEO, Proximus Luxembourg).

Proximus NXT, acteur de solutions numériques et de la transformation digitale au Luxembourg, a annoncé un **partenariat avec WeCan Group** pour le **déploiement de Wecan Comply**, une solution innovante d'échange sécurisé de données et de documents de conformité (KYC/KYB). Ce partenariat permet à Proximus NXT d'héberger et de déployer la plateforme Wecan Comply sur des serveurs situés au Luxembourg, garantissant ainsi aux institutions financières locales une conformité optimale aux réglementations en vigueur et une gestion efficace de leurs données de conformité.

Développée par WeCan Group, Wecan Comply est une solution leader sur le marché suisse, déjà adoptée par plus de 10 grandes banques privées majeures comme Lombard Odier, Edmond de Rothschild ou encore Pictet. Cette plateforme permet aux institutions financières de rationaliser leurs échanges de données KYC/KYB avec leurs contreparties en s'appuyant sur une infrastructure sécurisée et décentralisée.

WeCan Group ambitionne également d'élargir son empreinte au sein de l'écosystème du Wealth Management en intégrant, par exemple, les assureurs, les gestionnaires d'actifs et les administrateurs de fonds.

www.proximusnxt.lu
www.wecangroup.ch

ASSOCIATION AVEC HARFANGLAB POUR RENFORCER LA CYBERSÉCURITÉ

Proximus NXT a signé un partenariat stratégique avec **HarfangLab**, entreprise française spécialisée dans la protection des *endpoints*. Ce partenariat vise à proposer aux entreprises et organisations luxembourgeoises une solu-

tion de cybersécurité européenne de pointe, combinant les capacités avancées de l'EDR (Endpoint Detection and Response) d'HarfangLab avec l'expertise en services managés de Proximus NXT.

HarfangLab, 1^{er} EDR qualifié par l'ANSSI (Agence Nationale Française de la Sécurité des Systèmes d'Information), propose une technologie avancée permettant d'anticiper, détecter et neutraliser les cyberattaques. En plus de cocher toutes les cases du point de vue de la performance et de la sécurité, ses solutions se distinguent par des choix technologiques forts. On peut citer l'architecture ouverte, 6 moteurs de détection complémentaires intégrés à un agent unique, codé en RUST pour garantir une faible consommation de ressources, la transparence de ses modèles et la capacité à déployer ses solutions dans n'importe quelle infrastructure qu'elle soit Cloud ou On-Premises sans compromis sur les fonctionnalités.

www.proximusnxt.lu
www.harfanglab.io

BALOISE LUXEMBOURG ET RE/MAX LUXEMBOURG PARTENARIAT CONCLU

Baloise Luxembourg et **RE/MAX Luxembourg** ont annoncé avoir conclu un **partenariat visant à offrir un accompagnement renforcé aux clients dans leurs projets immobiliers**. Grâce à cette collaboration, Benjamin Bauquin, Country Owner de RE/MAX Luxembourg et agent agréé auprès du Commissariat aux Assurances du Luxembourg, et l'ensemble des 120 agents immobiliers du réseau pourront faire bénéficier leurs clients de conseils en assurance adaptés et de solutions qui seront directement intégrées dans leur parcours d'achat ou de location.

Laurent Heiles, directeur commercial chez Baloise Luxembourg, se dit ravi de ce partenariat « *qui va permettre à Baloise de capter près de 10% du marché immobilier luxembourgeois* ». Pour Benjamin Bauquin, « *cette alliance permet à nos 120 agents immobiliers de proposer des solutions d'assurance parfaitement adaptées aux besoins des quelque 5.600 clients qu'ils accompagnent chaque année* ».

www.baloise.lu
www.remax.lu

FIDUCIAIRE JEAN-MARC FABER CESSION D'UNE PARTICIPATION MAJORITAIRE DU GROUPE À ANACAP

Afin de soutenir la prochaine étape de son développement, **Fiduciaire Jean-Marc Faber (FJMF)**, prestataire indépendant de services de trust, de fonds, de sociétés, de comptabilité, de fiscalité et de gestion des salaires, a conclu un **partenariat** avec le spécialiste londonien du capital-investissement, **AnaCap**.

Fondée en 1995 par Jean-Marc Faber, FJMF est membre de l'Ordre des Experts-comptables et emploie environ 70 personnes, dirigée par ses trois associés: Jean-Marc Faber, Christophe Mouton et Daniel Galhano. La société agit comme un prestataire « tout-en-un » pour plus de 1.800 clients, principalement des clients institutionnels de fonds et des clients patrimoniaux.

En collaboration avec AnaCap, FJMF entend développer davantage ses services à la clientèle et jouer un rôle actif de consolidateur sur le marché très fragmenté des services aux entreprises et aux fonds. Les 3 associés de FJMF restent pleinement impliqués dans l'activité.

PwC Luxembourg a agi en tant que conseiller exclusif en fusions-acquisitions des actionnaires de FJMF et Arendt & Medernach a assuré le conseil juridique.



Johan van den Berg, directeur général du Groupe.

Suite à l'acquisition de cette participation majoritaire, **AnaCap et FJMF** ont annoncé la nomination de **Johan van den Berg** en tant que **directeur général** du **Groupe Fiduciaire Jean-Marc Faber (FJMF)**.

Johan van den Berg compte une expérience de plus de 20 ans dans les services financiers. Au cours de sa carrière, il a occupé des postes de direction, notamment celui de responsable global du Développement commercial et de directeur général de Trustmoore au Luxembourg pendant plus de 12 ans.

<https://fjmf.lu>
www.anacap.com

FM UN PÔLE SCIENTIFIQUE ET TECHNOLOGIQUE POUR L'EUROPE

L'assureur dommages **FM** a lancé au **Luxembourg la construction de son Pôle scientifique et technologique pour l'Europe**, un complexe ultramoderne dédié à la recherche scientifique et au partage de son expertise en prévention avec ses clients et partenaires en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique (EMEA). Le site devrait ouvrir en **2027**.

Le Pôle scientifique et technologique FM pour l'Europe renforce la présence du groupe au Luxembourg, qui accueille également son siège européen depuis 2017. Il sera principalement dédié à la recherche sur les risques liés au changement climatique, à l'industrie du futur et aux menaces cyber. Il offrira également aux assurés, prospects, équipes internes et partenaires de FM un environnement de formation collaboratif axé sur la pédagogie par l'expérience. Ce projet reflète l'approche unique de FM, qui fonde la prévention des sinistres sur la recherche scientifique et l'ingénierie pour aider ses clients à renforcer la résilience de leurs activités à court et long terme.

www.fm.com

STATE STREET LUXEMBOURG UN SIÈGE D'ENVERGURE À LA CLOCHE D'OR

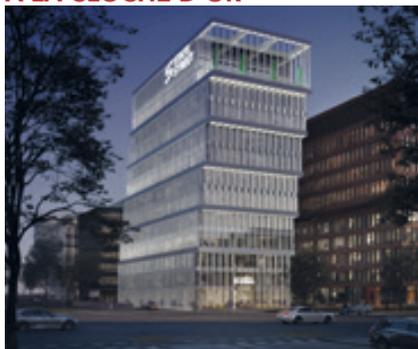


Photo-WAIT Agency

Le 18 mars dernier a eu lieu la **pose de la 1^{ère} pierre du bâtiment Stairs**, futur siège de **State Street Luxembourg** à la **Cloche d'Or**. La livraison de l'immeuble est prévue pour le **1^{er} semestre 2026**.

Avec ses 12 niveaux et une surface totale de 9.999 m², Stairs sera un immeuble de bureaux moderne, capable d'accueillir jusqu'à 975 postes de travail pour les quelque 800 collaborateurs de State Street et disposera de 52 places

de parking en sous-sol. Conçu par l'architecte Stefano Moreno, il présente une structure en forme d'escalier monumental, offrant une silhouette unique dans la skyline luxembourgeoise.

En plus de son esthétique singulière, l'immeuble répond aux normes les plus exigeantes en matière de durabilité, grâce aux certifications BREEAM Outstanding et WELL Gold. Sa structure repose sur des matériaux recyclables et sa toiture végétalisée participe à la gestion responsable des ressources.

www.statestreet.com/lu

ELTRONA INAUGURATION DE SON NOUVEAU SIÈGE ET DE 2 NOUVEAUX ESPACES CLIENTS



De g. à dr: **Bart D'Olieslager** (CEO, Eltrona), **Stéphanie Obertin** (ministre de la Digitalisation) et **Nico Pundel**, (bourgmestre de Strassen).

Photo-PANCAKE! photographie/brain&more

Eltrona a inauguré son **nouveau siège au 25, route d'Arlon à Strassen** et **ouvert 2 nouveaux espaces clients, à Strassen et à Belval**. Ce développement marque une étape significative dans la transformation de l'entreprise, qui affirme ainsi son ambition de devenir une alternative majeure aux opérateurs historiques sur le marché de l'Internet très haut débit au Luxembourg.

Présente depuis plus d'un demi-siècle sur le territoire, Eltrona s'est imposée comme un acteur incontournable des télécommunications, d'abord dans la télévision par câble, puis dans l'Internet ultra-rapide et la téléphonie mobile. Aujourd'hui, avec un réseau hybride fibre coaxial (HFC) couvrant 85% des foyers, l'entreprise renforce son engagement à fournir des solutions technologiques innovantes et accessibles aux résidents du pays.

Avec 150 collaborateurs engagés, Eltrona ambitionne de devenir l'alternative de référence sur le marché de l'Internet très haut débit. Son réseau hybride fibre coaxial (HFC) constitue un atout stratégique majeur, permettant d'apporter une connexion ultra-rapide jusqu'à 1 Gbit/s à plus de 85% des foyers luxembourgeois sans nécessiter de travaux d'installation lourds. Cette technologie lui permet de proposer une alternative solide, avec des tarifs compétitifs et une qualité de service optimisée.

www.eltrona.lu

ARVAL RÉSULTATS EN HAUSSE



Véronique Bourgois, directrice générale, Arval Luxembourg.

Photo-Marie De Decker

Arval Luxembourg poursuit sa progression avec une croissance de la flotte de 9% en 2024, portant à près de 16.500 le nombre de véhicules loués.

La part des véhicules 100% électriques constitue à elle seule 50% des commandes en 2024 contre 33% en 2023. La part des véhicules électrifiés (électriques et hybrides) a représenté, en 2024, 64% du total des commandes enregistrées par Arval Luxembourg contre 45% en 2023.

La promotion d'une offre de mobilité pour les particuliers qui résident au Luxembourg (Private Lease) a continué sa progression avec une augmentation de flotte de plus de 28% en 2024.

Arval a poursuivi également le développement d'Arval Bike Lease, son offre de location de vélos, pour soutenir l'accompagnement de ses clients professionnels vers de nouveaux modes de mobilité. Arval Flex, la solution de location moyenne durée, répond quant à elle de façon adaptée aux besoins de flexibilité des entreprises luxembourgeoises.

Au titre de l'année 2024, Arval a obtenu la plus haute distinction de la médaille EcoVadis, le niveau platine, ce qui la place parmi le top 1% des entreprises évaluées, reconnaissant son engagement envers les pratiques environnementales, sociales et de gouvernance.

Cette année, Arval a annoncé le lancement d'Arval STAR (Strategic Transformation through Actionable Recommendations), une méthodologie innovante qui succède à Arval SMART et dont l'objectif est d'accompagner les entreprises dans leurs défis liés à la transition énergétique, à la durabilité et aux nouvelles exigences de mobilité.

www.arval.lu
www.arval.com

BGL BNP PARIBAS TRÈS BONNE PERFORMANCE COMMERCIALE DE L'ENSEMBLE DES MÉTIERS

Pour 2024, le produit net bancaire s'est établi à 1.939,2 millions EUR, soit une augmentation de 5% par rapport à 2023 (1.840,1 millions EUR).

Les revenus de la Banque de Détail et des Entreprises ont progressé de 6%, portés par une croissance de 4% des encours moyens de dépôts alors que les volumes moyens de crédits sont en baisse de 2% dans un environnement économique peu porteur.

Les actifs sous gestion du métier Wealth Management ont augmenté de 9% du fait d'un très bon niveau de collecte nette.

Au sein du Leasing International, malgré le contexte économique et géopolitique incertain caractérisant la fin d'année 2024, la dynamique commerciale soutenue du début de l'année 2024 a permis de générer une hausse de 5% des volumes de production et de 3% des revenus.

Les frais généraux affichent une progression limitée de 0,4% par rapport à 2023 pour s'établir à 915,2 millions EUR, notamment impactés par l'effet en année pleine des indexations salariales de 2023.

Le résultat brut d'exploitation, à 1.024,0 millions EUR, a progressé de 10% par rapport à 2023.

Le coût du risque consolidé s'élève à 141,8 millions EUR, soit 37 points de base (pb) des encours de crédit à la clientèle de 38,4 milliards EUR, et augmente de

44,2 millions EUR par rapport à 2023.

Cette hausse est essentiellement due au métier Leasing International qui enregistre une hausse de son coût du risque de 50,5 millions EUR en lien avec la dégradation de l'environnement économique dans la plupart des pays européens dans lesquels ce métier opère. Le coût du risque de BGL BNP Paribas reste très contenu, s'établissant à 2,1 millions EUR.

La quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence, qui correspond à la quote-part des résultats nets réalisés par des filiales dans lesquelles la banque n'est pas majoritaire, s'est établie à 13,4 millions EUR (13,8 millions EUR en 2023).

Les gains nets sur actifs immobilisés sont en baisse de 182,5 millions EUR et comprennent un effet base de 181,2 millions EUR en lien avec la plus-value de cession du siège actuel de la banque fin 2023 ainsi que l'application de la norme IAS 29 portant sur les effets induits par la situation d'hyperinflation en Turquie dans laquelle opère le métier Leasing International.

Le résultat net consolidé part du Groupe, hors impact de la plus-value de cession du siège de la banque dégageée fin 2023, progresse de 9%, s'établissant à 477,9 millions EUR.

Au 31 décembre 2024, le total du bilan s'élève à 63,1 milliards EUR, niveau quasi stable par rapport au 31 décembre 2023 (63,3 milliards EUR).

Le ratio de solvabilité « Commun Equity Tier 1 » (CET1), à 23,0% contre 24,2% en 2023, est toujours très largement supérieur au minimum réglementaire requis de 10,3%. Avec des fonds propres réglementaires part du Groupe s'élevant à 6,8 milliards EUR, BGL BNP Paribas dispose d'une structure financière très solide pour accompagner et soutenir le développement, la transformation et l'innovation au service de l'ensemble de ses clientèles.

www.bgl.lu

BANQUE RAIFFEISEN UN RÉSULTAT 2024 EN HAUSSE DE 10% PAR RAPPORT À 2023

Banque Raiffeisen a clôturé l'année 2024 avec un résultat de 28,1 millions EUR, en croissance de 10% par rapport à l'exercice 2023.

L'activité de placements financiers a poursuivi son expansion et les résultats se traduisent par une **hausse de 3,6% du produit net bancaire** qui dépasse désormais 245 millions EUR, principalement portée par les résultats d'intérêts et les revenus de commissions.

En parallèle, la Banque a poursuivi ses investissements, tant dans son avenir que dans celui de ses clients et de ses collaborateurs. Cette stratégie a entraîné une **hausse des coûts d'exploitation de 6,3%**, notamment liée au recrutement d'une vingtaine de nouveaux collaborateurs.

La progression continue du nombre de ses clients et de ses membres s'accompagne d'une augmentation de l'épargne et des dépôts. Au passif du bilan de la Banque, les **fonds confiés par la clientèle s'élèvent à 10.346,2 millions EUR**, en progression de près de 750 millions d'euros (+7,8%) grâce à une augmentation de l'épargne des ménages pour un total de 420 millions EUR (+6,8%). Malgré un contexte économique plus contraignant affectant la trésorerie des clients professionnels, leur épargne enregistre également une augmentation de 328 millions EUR (+9,6%).

Les **fonds propres réglementaires augmentent de 62,5 millions EUR** (+8,1%) sous l'effet de la mise en réserve des bénéficiaires nets et d'une dotation au Fonds pour Risques Bancaires Généraux d'un montant de 40 millions EUR.

À l'actif du bilan, l'activité des **crédits à la clientèle atteint 7.860,4 millions EUR, affichant une croissance de 166 millions EUR** (+2,2%) sur un an. Cette évolution est portée par la continuité dans l'accompagnement des projets d'entreprises, de collectivités locales et d'entités paraétatiques. Ce segment affiche d'ailleurs une progression de 7,7%. Parallèlement, les encours liés au financement de l'accès à la propriété des ménages ont pu être stabilisés après une baisse historique en 2023, grâce à un regain d'intérêt de la part des clients particuliers à partir du second semestre 2024.

À la fin de l'exercice 2024, la Banque a enregistré un **résultat d'intérêt net en croissance de 1,7% et des revenus de commissions en croissance de 4,5% par rapport à l'exercice précédent**. Le **produit net bancaire** affiche une **progression de 3,6%** sur un an.

À la lumière de l'ensemble des éléments et après déduction des charges fiscales, la Banque affiche un **résultat de 28,1 millions EUR, en hausse de plus de 10% par rapport au résultat net ordinaire de 2023**.

www.raiffeisen.lu

INAUGURATIONS D'UN CENTRE EUROPE DIRECT À LUXEMBOURG-VILLE ET DU CENTRE DE DOCUMENTATION EUROPÉENNE DU CITIM/ASTM

En février dernier, l'association **Wecitizens** avait officiellement inauguré le **4^e Centre Europe Direct au Luxembourg** dont la vocation est de rapprocher l'Union européenne de ses citoyens, en particulier des jeunes, et de renforcer l'information et l'engagement européen.

Puis, en mars dernier, un autre jalon important a été posé avec l'ouverture du **Centre de documentation européenne du CITIM/ASTM**, qui vise à offrir aux citoyens, chercheurs et acteurs de la société civile un espace dédié à la documentation sur les politiques européennes et les enjeux globaux, et à faciliter l'accès à des données de qualité et fiables sur l'Union européenne.

Ces deux initiatives renforcent la présence de l'Europe au Luxembourg, en offrant aux citoyens des outils concrets pour mieux comprendre, débattre et s'engager dans les enjeux européens.

Centre Europe Direct Luxembourg-Ville
8, rue de Bonnevoie
L-1260 Luxembourg.
Ouvert du lu-ve de 10h à 17h

Centre de documentation européenne du CITIM/ASTM
136-138, rue Adolphe Fischer
L-1521 Luxembourg.
Ouvert du ma-ve de 12h à 18h

www.citim.lu

CENTRE EUROPÉEN DES CONSOMMATEURS BON À SAVOIR SI VOUS SOUHAITEZ VOUS RENDRE AU ROYAUME-UNI

Depuis le 2 avril dernier, les **voyageurs européens** qui se rendent au **Royaume-**

Uni doivent obligatoirement avoir obtenu préalablement une **autorisation électronique de voyage (Electronic Travel Authorisation - ETA)**. La procédure pour l'obtenir se fait via le site officiel du gouvernement britannique, pour un coût de 16 £.

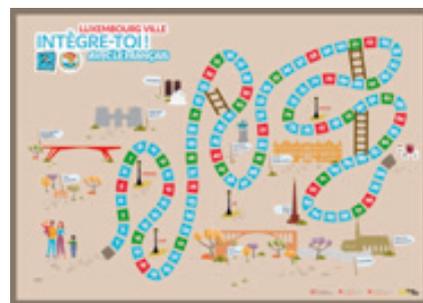
Mais, le **Centre Européen des Consommateurs met en garde** les voyageurs contre les **sites non officiels** car, lorsque vous tapez « demande ETA » sur les moteurs de recherche, il se peut que des sites commerciaux non officiels apparaissent en premier. Ces sites proposent souvent de traiter votre demande contre un supplément de frais, bien au-delà du tarif officiel. Même si cette démarche n'est pas nécessairement frauduleuse, il s'agit en revanche d'une pratique peu transparente pour les consommateurs. Dans le meilleur des cas, vous obtiendrez votre ETA, mais à un tarif nettement supérieur à celui pratiqué par les autorités officielles.

Soyez donc vigilants car, sans ETA valide, l'entrée sur le territoire britannique vous sera refusée, voire déjà l'embarquement.

Actuellement, aucune action n'est requise pour un citoyen britannique souhaitant voyager en Europe. Cependant, la procédure relative à l'autorisation de voyage ETIAS est en cours pour établir un système de réciprocité d'ici le dernier trimestre de 2026. Elle deviendra alors une condition d'entrée pour les ressortissants exemptés de Visa.

www.cecluxembourg.lu

APPRENDRE LE FRANÇAIS GRÂCE AU JEU



Le **jeu Intègre-toi avec le français** est un outil ludique qui facilite l'apprentissage du français et permet d'interagir avec les autres.

Ce jeu, conçu par le **Centre de rencontre Kopplabunz** (service de Femmes en détresse, ASBL conventionnée par le

ministère de l'Égalité des genres et de la Diversité) en collaboration avec la Maison d'Afrique, est le 2^e de la liste qui constitue sa ludothèque. Le développement de ce jeu a été cofinancé par le ministère de la Famille, du Vivre ensemble et de l'Accueil, l'Œuvre Nationale de Secours Grand-Duchesse Charlotte et la Fondation Sommer.

Ce jeu vient aider les participants dans le développement des compétences orales et écrites, et promeut l'échange avec succès au quotidien. Ceux-ci découvrent les bases du français, notamment la grammaire, le vocabulaire, l'orthographe et peuvent simuler les situations de la vie de tous les jours.

Il peut se jouer simultanément avec des participants des niveaux A1 et A2. Le Centre de rencontre Kopplabunz est un lieu d'accueil, d'information et d'orientation réservé aux femmes. Il organise différentes activités informatives, ludiques et de prise de confiance pour une meilleure insertion socio-professionnelle.

Le 1^{er} jeu, *Autonomizz-toi!*, développé, testé et validé en 2023, apporte des réponses à des questions que se posent les personnes issues de l'immigration, et principalement les nouveaux arrivants, dans leur quête d'autonomisation socio-économique au Luxembourg (culture, santé, emploi, mobilité, éducation, droits et égalité, civique).

www.fed.lu

BALOISE LUXEMBOURG TINE VANMASSENHOVE, DIRECTEUR COMMERCIAL DU MARCHÉ BELGE



Tine Vanmassenhove, directeur commercial marché belge, Baloise Luxembourg.

Afin de dynamiser et renforcer ses relations avec ses partenaires courtiers en Belgique dans ses activités de vente

de solutions d'assurance vie, **Baloise Luxembourg** a nommé **Tine Vanmassenhove** au poste de **directeur commercial du marché belge**.

Forte d'une expérience de plus de 15 ans en gestion de relations et en opérations commerciales dans le secteur financier, ainsi qu'en management, Tine Vanmassenhove a développé des compétences pointues dans la définition et la mise en œuvre de stratégies commerciales, en gestion de relations partenaires et clients, ou encore dans l'analyse de marchés et l'optimisation de processus opérationnels. Son expertise s'étend également à la gestion des risques et la conformité réglementaire.

Avant de rejoindre Baloise Luxembourg, elle occupait le poste de Private Banker chez ING Luxembourg depuis 2022.

www.baloise.lu
www.baloise-life.com

JONK ENTREPRENEUREN LUXEMBOURG SVEN BALTES, DIRECTEUR



Sven Baltes, directeur, Jonk Entrepreneuren Luxembourg.

Depuis le 15 mars dernier, **Sven Baltes** est le nouveau **directeur de Jonk Entrepreneuren Luxembourg**. Ancien Manager des Start-up Relations auprès de Luxinnovation, passionné par l'entrepreneuriat et doté d'une connaissance approfondie de l'écosystème start-up luxembourgeois, il apporte son expertise et son engagement à l'organisation.

Un nouveau comité de gestion a été mis en place. Sven Baltes est accompagné d'**Yves Wiltgen**, nommé **directeur adjoint**, et de **Myriam Baustert**, qui a pris le rôle de **responsable des programmes**.

Depuis 2005, Jonk Entrepreneuren Luxembourg s'engage à inspirer et préparer les jeunes à innover, créer, prendre des initiatives et être responsables. L'association propose 12 programmes éducatifs couvrant tous les niveaux de l'enseignement luxembourgeois, fondamental, secondaire et supérieur, basés sur l'approche *learning by doing*. Ces programmes visent à développer le potentiel entrepreneurial des jeunes tout en renforçant les liens entre le monde de l'éducation et celui des entreprises.

www.jonkentrepreneuren.lu

VICTOR BUCK SERVICES ISABELLE ALVAREZ NOMMÉE CEO



Isabelle Alvarez, CEO, Victor Buck Services.
Photo-Victor Buck Services

Victor Buck Services (VBS), filiale à 100% du groupe POST et prestataire de services de gestion et de distribution de documents, a une nouvelle **CEO** en la personne d'**Isabelle Alvarez**, suite au départ de Stéphanie Noël. Sa nomination a été approuvée par la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF), conformément aux obligations en vigueur pour les entreprises ayant le statut PSF.

Isabelle Alvarez a rejoint VBS en 2009 en tant que Chief Operating Officer au Luxembourg. En 2014, elle a pris la responsabilité de la présence de VBS à Singapour en tant que Managing Director pour couvrir l'Asie, un périmètre qui s'est rapidement étendu à l'APAC. Forte de plus de 25 ans d'expérience dans les services financiers et la gestion documentaire, elle a développé une solide expertise en expansion internationale, acquisitions et fusions, avec une vision globale des marchés en Europe et en Asie.

www.victorbuckservices.com
www.postgroup.lu